

APRED

Institut participatif pour le progrès de la paix
Les Sciernes-Picat
Ch-1659 Flendruz
Suisse
Et
5, Rue de la Prairie
CH-1202 Geneva
+41 (0)79 524 35 74
cb@apred.ch

Le 20 janvier 2011

ENGLISH VERSION PAGE 4

« Tout être humain est en droit de savoir qu'il a le droit de vivre paix et qu'il a le droit de résoudre ses conflits sans faire appel à la violence »

Congrès mondial de la société civile sur le «droit de l'homme à la paix ».

Adoption par la société civile d'une

« Déclaration universelle sur le droit de l'homme à la paix »

Fondation d'un « observatoire du droit de l'homme à la paix »

St-Jacques de Compostelle, Espagne

9-10 décembre 2010

Rapport



Présentation :

Le congrès :

Depuis 2007, la « société espagnole pour le droit international des droits de l'homme, AEDIDH » fait un travail de promotion et de consultation de la société civile mondiale pour faire reconnaître la paix en tant que droit de l'homme (www.aedidh.org).

Ce travail a déjà rencontré ses premiers succès, puisque le Conseil des Droits de l'Homme s'est saisi de la question.

Les objectifs du congrès organisé par l'AEDIDH étaient :

- Faire adopter par la société civile une « déclaration universelle sur le droit humain à la paix ».
- Créer un observatoire du droit de l'homme à la paix.

Les détails du congrès sont disponible sur : www.foro2010.org

Le travail de l'APRED durant le congrès

1° De nombreux orateurs ont pris la parole pour présenter ou souligner l'un ou l'autre des aspects du droit humain à la paix ou du processus menant à sa reconnaissance.

- **Federico Mayor Zaragosa**, était Directeur général de l'UNESCO dans les années 90' lors des premières réflexions sur la reconnaissance du droit à la paix. Sa présentation, très humaine, a mis en avant l'importance de la paix et du droit à la paix pour chaque être humain et pour chaque aspect de la vie.

- **Douglas Roche**, ancien sénateur canadien et ambassadeur du Canada pour le désarmement, auteur d'un livre sur le droit humain à la paix, a insisté, dans un message vidéo, sur le passage d'une culture de guerre vers une culture de paix, tout en nous souhaitant plein succès pour nos travaux.
- **Adolfo Perez Esquivel**, Prix Nobel de la paix argentin, a aussi envoyé un message vidéo d'encouragement pour nos travaux.
- **Anwarul K. Chowdhury**, ancien sous-secrétaire général de l'ONU pour le désarmement et fervent défenseur de la société civile, **Kora Weiss**, présidente de l'appel de la Haye pour la paix, **Olaf Fikse Tveit**, secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises et **Carlos Villán Durán** ont ensuite chacun à sa façon replacé le travail de l'AEDIDH et d'autres dans leur contexte et insistant sur le parcours accompli et sur le travail faire durant le congrès.

2° Les travaux proprement dit ont commencé par des présentations sur le chemin parcouru pour arriver au projet de déclaration de Santiago sur le droit à la paix (**David Fernandez Puyana** et **Carmelo Faleh Pérez**) et aux statuts du futur droit humain à la paix (**Mario Yutsis** et **Zonke Zanele Majodina**).

➤ Le projet de texte a ensuite été présenté par quatre de ses rédacteurs **Douglas Cassel**, **José Luis Gómez del Prado**, **Theodor Van Boven** and **Chinsung Chung**.

➤ La discussion a alors été ouverte et il a été possible de proposer des amendements, ce que l'**.APRED** a fait :

- Pour demander un préambule plus court, demande qui après explications a été abandonnée.
- Pour demander l'inclusion dans le texte final de la déclaration d'une référence à la déclaration de Séville sur la violence (UNESCO 1989). Ce qui a été fait.
- Pour demander la réunion des articles 2§3 et 11§4 *in fine* en un seul article traitant exclusivement de la gestion pacifique des conflits et cela afin de mettre celle-ci en avant. Ce qui n'a pas été possible probablement pour des questions de temps, la structure du texte et la numérotation des articles étant difficile à modifier.
- Pour demander une meilleure répartition de l'obligation de paix découlant du droit à la paix. S'agissant d'un texte destiné à l'ONU, il est toutefois logique que cette obligation repose en priorité sur les États. Ce qui après discussion a aussi été admis.
- Pour demander que les États rendent régulièrement rapport de leurs efforts en vue de faire progresser la paix. L'AEDIDH préfère la solution d'un groupe de travail, opinion avec laquelle l'**.APRED** se range, du moins en attendant de voir si le groupe de travail se met en place.



➤ L' **.APRED** a insisté sur le fait que l'obligation qui est faite aux États de s'abstenir de l'usage de la menace et de la force et de résoudre leurs différends pacifiquement, qui de facto interdit la guerre, qui existe depuis 60 ans et qui n'a eu que trop de résultats jusqu'ici manque d'un contre-pouvoir que le droit humain à la paix pourra apporter, ce qui pourrait amener à la fin de toutes guerres, un grand moment pour l'humanité.

➤ Avec d'autres amendements parmi lesquels il faut inclure l'ajout de la jeunesse comme groupe d'intérêt et comme groupe vulnérable, l'ajout des minorités pour les mêmes raisons, une meilleure citation des résolutions parlant de paix et incluant les femmes, la mention de la prévention des conflits (**.APRED**), la notion d'objection aux impôts attribués aux forces militaires (CPTI, notre partenaire), la disparition progressive des armées (**.APRED**) et des bases militaires le texte est adopté dans la journée du lendemain.

➤ Nous étions quelque peu déçu de la procédure, n'ayant eu que quelques minutes pour réviser le texte et ses amendements avant son adoption, mais cela ne pèjore pas le résultat final.

3° Durant la journée du lendemain, on notera en particulier parmi les diverses interventions celles **Wolfgang Heinz**, membre du Comité d'Experts du Conseil des droits de l'Homme et rapporteur auprès de ce comité pour le droit humain à la paix. Il souligne le fait que même que si le droit à la paix est traité comme un droit des peuples à la paix par le Conseil des droits de l'Homme, il faut des individus pour être mis en œuvre résorbant ainsi une des difficultés de la terminologie utilisée par la Conseil. (*Son rapport est depuis paru : A/HRC/AC/6/CRP.3*)

4° Le congrès adopte aussi les statuts de l'observatoire du droit de l'homme à la paix.

5° L' **.APRED** a enfin profité du congrès pour se faire connaître et nouer des contacts.

6° Comptes et budget :

.APRED Institut participatif pour le progrès de la paix Les Sciernes-Picat CH-1659 <u>Flendruz</u> Suisse	Budget	Entrées	Sorties
Budget Santiago : Congrès sur le droit humain à la paix	CHF		
Dons		1375	
Vol (Réservation STA-Travel n° 5TPYXC)	457.85		457.85
Compensation écologique du CO2	30		30
Hôtel (3 nuits)	159		159
Inscription au congrès (90€ 29.10.2010)	124		124
Coûts journaliers (4 jours)	240		240
	1010.85		1010.85
Salaire (5 jours à 250.-)	1250		
	2260.85	364.15	
Coûts du voyage €	733.25		
Salaire €	908.75		
Total €	1642		
<i>Cours du change au 2.11.2010</i>			



8° Suite du travail. La déclaration de Santiago sera prochainement remise au Conseil des droits de l'Homme, à charge pour lui, sil le souhaite de la transmettre à l'assemblée générale des Nations Unies. Il se peut aussi qu'un État amis du processus se charge de la lui transmettre. L'idée étant de voir l'assemblée adopter elle aussi une déclaration sur le droit humain à la paix. L' **.APRED** continuera à suivre et faire connaître ce processus.

Fait à Genève, le 20 janvier 2010

APRED

Participative institute for the progress of peace
5, Rue de la Prairie
CH-1202 Geneva
Switzerland
+41 (0)79 524 35 74
cb@apred.ch

The 19th of January 2011

“Every human being is entitled to know that he has a full right to live in peace and to solve all his conflicts without violence”

Report

World civil society congress on the “human right to peace”:
Adoption of the “Santiago declaration of the human right to peace”
And foundation of the “Observatory of the human right to peace”

*Santiago the Compostella, Spain
9-10th of December 2010*



Presentation:

The Congress.

Since 2007, the Spanish society for international human rights law (AEDIDH) has been advocating and consulting with civil society around the world to see peace recognized as a human right. (www.aedidh.org).

Some successes have already been achieved as the matter is being addressed by the Human Rights Council.

AEDIDH was organizing this congress with two objectives:

- To adopt a civil society “Universal declaration of the human right to peace”
- To create an “observatory of the human right to peace”

Details about the Congress are at: www.foro.2010.

The Congress was organized within the frame of the Social forum on peace education, Foro2010.

APRED's work during the congress

1° Numerous speakers took the floor to present or enhance one aspect or another of the human right to peace or of the process towards its recognition.

Amongst them must be noted the presentations of:

- **Federico Mayor Zaragosa**, former general director of UNESCO during the late 90' at the time when the idea of getting recognition of the human right to peace started there. His speech, very humane, highlighted the importance of peace and the right to peace for every human being and every aspect of life.

- **Douglas Roche**, former senator of Canada and disarmament ambassador, author of a book on the human right to peace send a video message recalling the importance of the shift from a culture of war towards a culture of peace and wishing us good work.
- **Adolfo Perez Esquivel**, Nobel laureate also send a video message.
- **Anwarul K. Chowdhury**, former under-secretary general of the UN for disarmament affairs and passionate civil society defender, **Kora Weiss**, President of the Hague Appeal for Peace, **Olaf Fikse Tveit**, general secretary of the World Council of Churches and **Carlos Villán Durán**, have then placed the work of AEDIDH and in their own context, insisting on what has been achieved so far and on the work to be done during the congress.

- 2° Work on the text of the declaration started with presentations of the process leading to the Santiago Declaration on the right to peace by **David Fernandez Puyana** et **Carmelo Faleh Pérez** and on the statute statuses of the future observatory of the human right to peace by **Mario Yutsis** and **Zonke Zanele Majodina**.
- The proposed declaration text was then presented by four of its editors, **Douglas Cassel**, **José Luis Gómez del Prado**, **Theodor Van Boven** and **Chinsung Chung**.
- The discussion was thereafter opened and there was an opportunity to present amendments. **.APRED** took this opportunity to:
 - Ask for a shorter preamble; the demand was withdrawn following explanations.
 - Ask for the inclusion in the final text of a reference to the Seville Statement on Violence (UNESCO 1989). This was followed up.
 - Ask for joining articles 2§3 et 11§4 *in fine* in one article dealing exclusively with peaceful conflict management. This was not possible since the structure of the text and numbering of the articles was difficult to modify due to time constraints.
 - Ask for an improved distribution of the obligation to peace which results from the right to peace. Since the text is intended for the UN, placing the responsibility upon States is however logical. This point has also been withdrawn following explanations.
 - Ask that States regularly submit reports on their peace efforts progress. AEDIDH's preference for a working group can be admitted by **.APRED**, at least until the working-group is created and results starts.
- **APRED** emphasized the obligation of States to refrain from war and the use of threat and force and to solve their differences peacefully, which de facto prohibits war and existed for 60 years, but which did not yield too many results yet in absence of a popular contra-power, which the right to peace will bring and which will, if efficient put an end to war, a great prospect for humanity and a major moment in history.
- The text was adopted the next day following several amendments which also include adding youth and minorities as interests and vulnerable groups, an improved citation of the resolutions on peace which include women, the mention of conflict prevention (**.APRED**), the objection to taxes allocated to military forces (CPTI, one of **.APRED**'s partner), the progressive phasing out of armies (**.APRED**) and military bases.
- We were slightly disappointed with the procedure which only allowed a few minutes to revise the text and its amendments before its adoption, but as this was not detrimental to the final result we can do with that.



3° During the second day of the Congress, we particularly note the interventions made by **Wolfgang Heinz**, member of Advisory Committee of the Human Rights Council, rapporteur on the human right to peace in this committee. He emphasized that even if the right to peace is treated as the right to peace of “peoples” by the Council for Human Rights, it can only be claimed through individuals, thus reducing one of the challenges in the terminology used by the Human Rights Council. (His report has since been published : A/HRC/AC/6/CRP.3)

4° The congress also adopted the statutes of the right to peace observatory.

5° APRED finally used the chance to introduce itself and make new contacts.

6° Expenses and budget :

APRED Participative institute for the progress of peace Les Sciernes-Picat CH-1659 <u>Flendruz</u> Switzerland	Budget	In	Out
Budget Santiago : Human right to peace Congress	CHF		
Flight (Reservation : STA-Travel n° 5TPYXC)	457.85	1375	
Ecological compensation of Co2	30		457.85
Hotel (3 nights)	159		30
Registration (90€ 29.10.2010)	124		159
Living expenses (four days)	240		124
	1010.85		240
Daily salary (5 days at 250.-)	1250		1010.85
	2260.85	364.15	
Travel costs €	733.25		
Salary €	908.75		
Total €	1642		
<i>Rate of 2.11.2010</i>			



8° Follow-up. The Santiago Declaration will soon be submitted to the Council of Human Rights, which would also have the task to submit it – if they decide to – to the General Assembly of the United Nations. It is also possible that a State which favors the process submits it itself. The idea is to see that the General Assembly adopts a declaration on the human right to peace. **APRED** will continue to follow the process and report on it.

Geneva, 20th of January 2011